

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 03/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LUZEAL**

Voie Chanteraine  
51520 Recy

Références : D1 i 2025-1075  
Code AIOT : 0005701451

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement LUZEAL implanté 34 rue de Vouziers 51490 Pontfaverger-Moronvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a pour objectif de s'assurer d'une part, que l'exploitant respecte les prescriptions de ses différents arrêtés préfectoraux, notamment sur ses émissions à l'atmosphère ainsi que sur le risque incendie.

Et d'autre part, de s'assurer que l'exploitant a réalisé les actions correctives demandées suite à la dernière visite d'inspection du 18/10/2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LUZEAL

- 34 rue de Vouziers 51490 Pontfaverger-Moronvilliers
- Code AIOT : 0005701451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Luzéal exploite sur la commune de Pontfaverger une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destiné à l'alimentation animale. La société possède 4 sites de déshydratation en activité dans la Marne. La capacité de production du site de Pontfaverger est de 575 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED. Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire en 2023 a permis de réglementer :

- la construction d'un nouveau bâtiment de stockage ;
- l'augmentation du stock de biomasse.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	fréquence de surveillance des rejets à l'atmosphère	AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Situations d'urgence et moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68, Sous-section VI-4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 11/03/2022, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	installations	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	électriques	du 20/06/1996, article 6.1	d'action corrective	
3	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III	/	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu, avec une bonne gestion du process et un contrôle des matériels de lutte contre le risque incendie avant chaque début de campagne.

Un gros travail a été réalisé depuis la dernière inspection du 18/10/2024 sur les installations électriques afin de lever les observations en interne et planifier les actions correctives auprès des différents sous-traitants.

Par ailleurs, en raison d'une campagne "raisin" très courte avec des dates incertaines, il est difficile pour l'exploitant au moment où il est informé de la date des vendanges de modifier la date prévue avec l'organisme faisant les prélèvements réglementaires sur les rejets à l'atmosphère.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>"Les installations électriques devront être conformes à la Norme NF C 15.100 pour le matériel basse tension et aux Normes NF C 13.100 et 13.200 pour le matériel haute tension. Des rapports de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques seront régulièrement établis et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. L'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées"</i></p>

[...]"

**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de la visite au service de l'inspection les documents suivants :

- la vérification des installations électriques, ainsi que son compte rendu Q18, réalisée en mars 2025 ;
- le compte rendu Q19 relatif à la vérification d'une installation électrique par thermographie infrarouge réalisée le 06/05/2025 ;
- le rapport de la vérification des installations électriques ICPE Silo réalisée en mars 2025.

L'analyse de ces documents par le service de l'inspection fait apparaître :

- 35 observations sur la vérification des installations électriques dont 17 récurrentes, 5 de 2023, 8 de 2024 et 2 de 2022 (hors écarts documentaires) ;
- 1 anomalie de priorité 2 sur le rapport Q19, disjoncteur moteur dans le bâtiment Rumiluz ;
- aucun écart présent sur le rapport de vérification des installations électriques des silos.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son tableau de maintenance. Le service de l'inspection a pu constater que sur la vérification des installations électriques :

- 16 écarts avaient été levés en interne par le service maintenance ;
- une intervention par un prestataire extérieur pour lever 7 écarts était prévue au 21/10/2025 ;
- une commande était passée auprès d'un prestataire extérieur pour lever 9 écarts ;
- les écarts restants relèvent d'une mise à jour documentaire.

L'anomalie de priorité 2 sur le rapport Q19 a été levée.

Le service de l'inspection constate que les travaux permettant de rendre les installations électriques conformes ont été réalisés, ou sont planifiés.

Par ailleurs, l'exploitant s'engage à transmettre au service de l'inspection :

- les justificatifs des interventions réalisées par les prestataires extérieurs ;
- son tableau de maintenance mis à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : fréquence de surveillance des rejets à l'atmosphère**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/06/2019, article III.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance des émissions atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2025

**Prescription contrôlée :**

*"L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.  
Les émissions de poussières issues des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées.  
Les émissions de CO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et SO<sub>2</sub> issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.  
Une mesure du rejet des autres paramètres, visés à l'article III.1.3 du présent arrêté, est réalisée une fois par an et par type de produit séché.  
Les mesures des rejets pour chaque type de produit sont réalisées sur l'un ou l'autre émissaire chaque année.  
L'exploitant organise la surveillance pour que les deux émissaires soient chaque année concernés par au moins une mesure.  
Les mesures des rejets réalisées pour un produit donné sur un émissaire sont effectuées l'année suivante, pour ce même produit, sur l'autre émissaire.  
Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé.  
Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur.  
Un bilan des rejets et des teneurs en soufre des combustibles est transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées."*

#### **Constats :**

L'exploitant a remis au service de l'inspection, en amont de la visite, le récapitulatif des mesures des rejets à l'atmosphère de 2025.

Le service de l'inspection constate que:

- les poussières sont mesurées chaque mois sur les lignes 40000 et 26000 ;
- les composés organiques volatiles (COV), les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), et les oxydes de soufre (SO<sub>x</sub>) ont été mesurés par un organisme agréé le 20/05/2025 sur la ligne 40000 et le 17/09/2025 sur la ligne 26000.

Néanmoins, l'exploitant indique que la mesure du rejet des autres paramètres visés à l'article III.1.3 de l'arrêté préfectoral du 03/06/2019 n'a pas pu être réalisée durant la campagne raisin sur la ligne 26000.

En effet, l'intervention du 17/09/2025 de l'organisme agréé était initialement prévue pour la campagne "raisin". Cependant, lorsque l'exploitant a tenté de modifier la date en raison d'une récolte précoce, l'organisme n'a pu rapprocher son intervention que d'une semaine.

Le 17/09/2025, la campagne "raisin" était terminée et ceci explique la mesure sur les autres paramètres de la ligne 26000 sur la luzerne.

L'exploitant a remis les échanges avec l'organisme agréé afin de modifier la date d'intervention. La demande avait été formulée par l'exploitant en date du 18/06/2025.

En raison de la courte durée de la campagne "raisin" et de la dépendance à la météo, il est très difficile pour l'exploitant de prévoir une date. Par ailleurs, il est difficile pour l'organisme agréé de pouvoir changer son organisation, même prévenu 2 mois et demi avant.

Pour information, la transformation de la luzerne représente 48300 tonnes et la transformation du raisin durant les 15 jours de campagne représente 1360 tonnes de granulés et 2000 tonnes de pépins.

L'exploitant indique à l'inspection qu'il essaiera une nouvelle fois de faire coïncider l'intervention de l'organisme agréé avec la campagne "raisin".

Néanmoins, même si le service de l'inspection comprend la difficulté, il n'a pas pu consulter le dernier rapport des prélèvements réalisés le 17/09/2025 sur la ligne 26000 en campagne luzerne. L'exploitant n'ayant pas encore reçu le rapport le jour de la visite, le service de l'inspection ne peut pas vérifier la réalisation de la mesure du rejet des autres paramètres visés à l'article III.1.3 de l'AP du 03/06/2019.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport des prélèvements réalisés le 17/09/2025 afin de vérifier si les autres paramètres visés à l'article III.1.3 ont été mesurés conformément à la prescription de l'article III.2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations de protection contre le risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>" L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification »."</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a remis au service de l'inspection en amont de la visite, la vérification visuelle des installations de protection foudre réalisée le 16/06/2025 par un organisme extérieur. Une anomalie est présente et précise: "Effectuer une mise à jour de l'analyse du risque foudre suite aux modifications apportées à l'installation : construction du bâtiment de stockage H4." L'exploitant indique au service de l'inspection que le bâtiment est neuf et est protégé contre le

<p>risque lié à la foudre. Par ailleurs, l'interconnexion "foudre" a été réalisée fin 2024 par un prestataire extérieur.</p> <p>L'exploitant a remis à l'issue de la visite la facture relative à l'interconnexion "foudre" datée du 07/11/2024.</p> <p>Le service de l'inspection invite l'exploitant à se rapprocher du fabricant du hangar H4 afin que ce dernier puisse lui remettre les justificatifs démontrant que le bâtiment est protégé contre le risque lié à la foudre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/06/1996, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, consommation annuelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>" En particulier l'utilisation d'eaux souterraines pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, devra être limitée par des systèmes qui favorisent l'économie (recyclage, aéroréfrigérant...)</i></p> <p><i>La consommation annuelle n'excédera pas 6.000 <sup>3</sup></i></p> <p><i>Chaque installation sera pourvue des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés.</i></p> <p><i>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées, l'état de ses consommations annuelles d'eau et ses projets concernant leur réduction pour les principales fabrications ou groupes de fabrications.</i></p> <p><i>Afin d'éviter tout phénomène de pollution de la nappe, les réseaux d'eaux seront munis d'un système de disconnection.</i></p> <p><i>Les forages seront dotés d'un dispositif empêchant que les eaux de ruissellement superficielles puissent venir se mélanger aux eaux souterraines."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique au service de l'inspection que les consommations sont relevées mensuellement et sont reportées sur un registre.</p> <p>En 2024, la consommation globale était de 5576 m3 répartie de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bureaux : 115 m3</li> <li>- usine : 4903 m3</li> <li>- atelier : 558 m3</li> </ul> <p>Pour information, après la consultation des registres 2024 et 2025, le service de l'inspection constate une baisse significative de 500 m3 sur la partie usine, entre le 14/10/2024, avec une consommation de 4192 m3, et le 13/10/2025 avec 3693 m3.</p> <p>La prescription est respectée, l'ensemble des consommation reste inférieur à 6000 m3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68, Sous-section VI-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>



*" Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.*

*« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.*

*« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.*

*« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure."*

#### **Constats :**

L'exploitant a remis au service de l'inspection en amont de la visite le justificatif de la maintenance des extincteurs réalisée par un prestataire extérieur en date du 28/01/2025. Le service de l'inspection constate les opérations réalisées en préventif ainsi que celles en correctif. L'exploitant a communiqué au service de l'inspection le registre des essais des matériels incendie, effectués en interne, chaque année, en début de campagne.

Le service de l'inspection a pu consulter ce registre et confirme le contrôle de l'ensemble des matériels avant le début de campagne : RIA, systèmes d'arrosage, détecteurs d'étincelles, réserves incendie, groupe, colonne sèche et motopompe.

In situ, le service de l'inspection s'est rendu au poste de pilotage du process où s'effectue les reports d'alarme. Suite au désengagement du prestataire initialement prévu pour le contrat de maintenance relatif à la chaîne de détection, un nouveau contrat d'entretien est en cours de rédaction avec un nouveau prestataire.

Par ailleurs, l'exploitant a remis la vérification annuelle de l'ensemble des commandes de désenfumage. Deux sont défectueuses, une sur le hangar 1 et une sur le hangar 2, et doivent faire l'objet d'une intervention.

L'exploitant a remis le devis d'intervention pour la recherche de panne sur ces commandes de désenfumage et indique que l'intervention n'est pas encore définie.

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de se mettre en conformité en procédant à la réparation sur les hangars 1 et 2.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de procéder à la réparation de ces deux commandes de désenfumage sous un délai de 6 mois et de transmettre les justificatifs de cette action corrective.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 6 : conditions d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/03/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux, sauf mention contraire, doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals)

La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée, sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %. Le taux d'O<sub>2</sub> devra être précisé lors de chaque mesure. Tout écart significatif du taux d'oxygène dans les effluents atmosphériques doit être justifié.

	Valeurs limites pour les lignes 26 000 et 40 000	Valeurs limites pour les lignes 26 000 et 40 000
Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Concentration de référence <sup>1</sup> (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Concentration limite (en mg/Nm <sup>3</sup> )
Poussières totales (NF X 44 052)	150	200
Oxydes de soufre (exprimés en SO <sub>2</sub> ) (XP X 43 310, FD X 20351 à 355 et 357)	160	250
Oxydes d'azote (exprimés en NO <sub>2</sub> )	120	200
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (en HCl) (XP X 43 309 - NF EN 1911)	5	30

Fluor et composés (exprimés en HF) (XP X 43-304)	0,4	2
Composés organiques volatils (hors méthane) (exprimé en carbone total) (NF X 43 301, NF EN 12619)	100	110
Composés organiques volatils R45 R46 R49 R60 R61	1	2
Composés organiques volatils (annexe III de l'AM du 2/2/1998 modifié)	18	20
Cadmium, mercure, thallium et composés (exprimée en Cd + Hg + Tl) (XPX 43-051 - NF EN 13-211)	0,02	0,03
Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés (exprimé en As + Se + Te) (XP X 43-051)	0,05	0,2
Plomb et composés (exprimés en Pb) (XP X 43-051)	0,2	0,3
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, et zinc Somme exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (XP X 43-051)	1	1,5

1 Concentration cible qui reflète les performances de l'installation de déshydratation

#### Constats :

L'exploitant à remis au service de l'inspection en amont de la visite :

- le suivi des rejets 2025 sur la ligne 40000 et 26000 ;
- les résultats des prélèvements réalisés par l'organisme agréé en date du 20/05/2025 sur le sécheur 40000.

Suite à l'analyse des documents, le service de l'inspection constate que :

- la concentration des poussières n'excède pas 135 mg/Nm<sup>3</sup> sur la ligne 40000 et 100 mg/Nm<sup>3</sup> sur la ligne 26000 ;
- les composés organiques volatiles (COV), les oxydes d'azote (NOx), et les oxydes de soufre (SOx) sur la ligne 40000 sont inférieurs aux concentrations de référence avec, 2 mg/Nm<sup>3</sup> pour les SO<sub>2</sub>, 40.4 mg/Nm<sup>3</sup> pour les Nox et 97 mg/Nm<sup>3</sup> pour les COVnm ;
- les flux de polluants rejetés sont inférieurs aux flux horaire de référence fixés dans l'article III.1.3 de l'AP du 03/06/2019.

Cependant, lors de la visite, l'exploitant n'avait pas encore reçu les résultats des prélèvements effectués le 17/09/2025 par l'organisme agréé, et l'intervention du 20/05/2025 ne portait que sur les poussières, COVnm, Nox et SO<sub>2</sub>.

Par conséquent, le service de l'inspection ne peut vérifier la conformité sur le respect des valeurs limites des autres paramètres listés dans le tableau de l'article III.1.2.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport relatif aux prélèvements réalisés le 17/09/2025 afin de vérifier la conformité sur le respect des valeurs limites des autres paramètres listés dans le tableau de l'article III.1.2

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois